



VIVEMENT LE PRINTEMPS



Le programme

du rassemblement de la gauche,
des écologistes et des citoyens



Le programme de l'Après

Le Printemps Marseillais se veut comme une liste porteuse de projets. Les propositions que nous avançons depuis le début de la campagne se veulent concrètes, proches des aspirations des habitants.

C'est dans cette vision que nous avons voulu approfondir et développer le travail autour du programme.

Pendant la crise sanitaire les fractures de notre ville se sont agrandies. Les services publics municipaux ont été en première ligne, sans soutien politique. Le tissu associatif a dû répondre aux absences des décideurs locaux. C'est pour répondre à ces nouvelles fractures que nous présentons aujourd'hui un complément de programme.

Il présente de nouvelles propositions à l'aune de la crise sanitaire et sociale que nous vivons.

Ces solutions ce sont celles du quotidien : c'est d'abord rendre la ville aux Marseillais, dès les premiers jours. C'est accélérer notre programme dans des domaines comme le logement, ou l'économie, parce que ces préoccupations sont plus présentes que jamais.

Enfin, alors que la médecine Marseillaise a été sous le feu des projecteurs nous avons voulu mettre en avant la nécessité d'un accès aux soins pour toutes et tous.

Ces propositions s'articulent autour de la proximité que sont nos noyaux villageois : car cette crise a aussi permis de retrouver le sens de la proximité.

Répondre aux préoccupations par des solutions simples, issues des citoyens et des politiques. Chercher à apaiser la ville de Marseille. C'est cela le sens de notre programme et de ce complément.

Proximité

Diagnostic : la ville du tout voiture

Aujourd'hui, utiliser sa voiture à Marseille relève autant du réflexe que de la facilité. Pour accéder à son travail, faire des courses ou se rendre dans un lieu de loisir : Marseille est une ville du tout-voiture.

Cette situation a un coût et un prix.

Le prix, c'est quasiment 250 euros par mois pour se déplacer, ce qui mine le budget des familles ;

Le coût, c'est une pollution qui tue 2 500 personnes chaque année, et des embouteillages qui minent l'économie de notre ville et sont une source d'exaspération pour les habitants.

Notre vision : la ville des 111 quartiers

Le Marseille que nous voulons doit s'appuyer sur la richesse de ces 111 quartiers pour se développer.

Notre but au Printemps Marseillais, c'est de rendre 5 fonctions essentielles accessibles dans le rayon d'un kilomètre, soit 15 min :

- ▶ accès à des logements dignes ;
- ▶ accès au travail ;
- ▶ accès à des espaces de bien-être (parcs, infrastructures sportives...)
- ▶ accès aux commerces ;
- ▶ accès à l'éducation ;
- ▶ accès à la santé.

Dans chaque noyau villageois, il faut trouver et améliorer les équipements publics, renforcer les espaces publics, afin de fournir un cadre de vie agréable à chaque habitant, peu importe le quartier où il vit. Nous avons la chance d'avoir encore des noyaux villageois, nous devons maintenant les réhabiliter pour en faire de **véritables centres de vie**. Cette vision n'est pas synonyme d'un repli sur soi : chacun doit avoir accès à des espaces de rayonnement plus importants, comme la plage,

les calanques, les équipements culturels majeurs. Cette vision de quartier complète notre vision du transport, qui est de **doubler l'offre de transports en commun** d'ici la fin du mandat.

Toutefois, le confinement et la limitation des déplacements à 1 km (équivalent au quart d'heure à pied) ont montré l'intérêt d'une telle démarche.

Propositions

- ▶ Installer des pistes cyclables d'urgence sur tout Marseille : assure une amélioration directe des aspects sport, santé, déplacements doux, qualité de l'air.
- ▶ Végétaliser les rues : débétonner les fosses d'arbres pour y mettre de la terre et les laisser en gestion aux habitants, afin que chacun puisse se réapproprier son quartier.
- ▶ Occuper l'espace public de manière participative : permet de faire reculer la place de la voiture, de redonner du pouvoir aux habitants.

Santé

Diagnostic : un accès aux soins inégal

La crise sanitaire a mis en tension le système de santé sur tout le territoire, et a mis en évidence des fractures territoriales et sociales dans l'accès aux services publics. **De nombreux territoires marseillais disposent d'une offre insuffisante de services de santé**, aggravée par une absence de réaction des pouvoirs publics **De trop nombreux citoyens renoncent à se faire soigner**, pour des raisons d'accessibilité tant économique que géographique.

L'accès aux soins est une préoccupation majeure des Marseillaises et des Marseillais. Notre système de santé se doit d'**assurer l'égalité des soins pour tous** sans distinction d'origine économique, sociale ou territoriale, d'assurer le conseil de surveillance du centre hospitalier et d'affirmer les principes et valeurs dans les évolutions futures de notre système de santé.

Notre vision :

des moyens humains et financiers pour un hôpital humain

Le gouvernement a annoncé en novembre dernier la reprise d'un tiers de la dette hospitalière, afin de « redonner de l'oxygène à l'hôpital public ». Cette reprise est l'occasion d'un **plan d'investissement majeur** afin de remettre à niveau le financement des établissements, mais aussi pour plus d'équité entre le public et le privé. Il s'agit non seulement de **maintenir, mais aussi de renforcer** le service public hospitalier et médico-social, au service de tous les patients. Pour cela, il faut revoir les moyens humains et financiers nécessaires aux missions de soins, de recherche et d'enseignement. Mais il faudra aussi investir afin d'accompagner l'évolution indispensable des structures.

Propositions

- ▶ Exiger la transparence sur les pratiques de gestion des ressources humaines et matérielles au sein du conseil de surveillance de l'APHM.
- ▶ Soutenir toute démarche conduisant au **maintien de l'activité médico-sociale de l'hôpital Sainte-Marguerite** centrée sur la gériatrie.

Notre vision :

un accès aux soins sur tout le territoire de la ville

Il est également urgent de **remédier à la désertification médico-sociale qui assèche nos quartiers défavorisés**. La municipalité, en collaboration avec l'État, doit engager une politique volontariste pour un meilleur maillage territorial de la médecine de ville. Il faut construire une prise en charge globale pour nos concitoyens. Nous nous devons de garantir une offre de services sanitaires et sociaux de proximité. Il n'est pas acceptable que certains abandonnent un parcours de soins auquel ils ont le droit pour des raisons financières ou logistiques.

Propositions

- ▶ Prêter une attention particulière aux parcours de soins des personnes en situation de précarité.
- ▶ Soutenir la création de **centres de santé pluri-professionnels**, afin de permettre un accès coordonné aux soins.
- ▶ Mener une politique du foncier cohérente avec les objectifs de santé publique et de promotion du service public.
- ▶ Par exemple, mise à disposition de propriétés de la Ville pour l'installation et le développement de projets, comme les centres de santé.
- ▶ Restructuration du CCAS afin de **développer des structures d'accueil pour les personnes vulnérables** par secteur, et encourager l'usage de l'interprétariat en santé sera pour faciliter la prise en charge des migrants et de la population émigrée au sein de chaque secteur.

Notre vision :

amener les plus précaires vers le soin

Les personnes les plus éloignées – souvent les plus précaires – ne recourent trop souvent pas au système de santé : c'est inquiétant et cela nécessite des actions. Nous souhaitons **soutenir et accompagner les associations de patients** et de citoyens engagés sur les questions de santé, et leur donner un véritable statut de partenaire de la Ville en matière de santé. Leur expertise permettra de construire une politique de santé pour tous. Il s'agira aussi d'inclure les populations qui n'utilisent pas le système de santé.

L'isolement, la précarité mais aussi les aléas de la vie peuvent aboutir à des situations de détresse, tant sur le plan sanitaire que social. Un médiateur sectoriel permettra de donner les informations, coordonner et assurer l'orientation vers les acteurs de terrain concernés. Un numéro vert pourra également être affecté à cette démarche d'assistance sociale.

La prise en charge et le suivi psychiatrique sont trop partiels. Cela conduit trop souvent à des situations individuelles dégradées et à une véritable souffrance psychosociale.

Propositions

- ▶ Création de brigade d'auxiliaires sanitaires par secteur, afin d'**aller à la rencontre des plus précaires**.
- ▶ Mise en place d'un médiateur sectoriel dont la mission sera de gérer les situations de détresse, sanitaire et sociale.
- ▶ Développer la démocratie sanitaire en donnant une place importante à la participation des individus et des associations dans la promotion de la santé.
- ▶ Favoriser l'accès aux **Programmes d'Éducation Thérapeutique**, adaptés aux publics précaires.
- ▶ Développer le **Conseil Local de Santé Mentale**, afin de remédier aux difficultés d'accès aux soins et au suivi psychiatriques.

Logement

Diagnostic

La crise sanitaire a remis le projecteur sur des réalités socio-économiques :

- les populations les plus défavorisées souffrent plus que les autres de la Covid-19, du fait de leurs conditions de vie et de précarité sociale ;
- La question du logement indigne reste un sujet central, dans toute la ville, quelles que soient les raisons de l'indignité ;
- La crise a remis au 1er plan le lien fort entre les différentes composantes du cadre de vie (voir proximité pour nos propositions).

La question des "délogés du centre-ville" (estimés à 3 000 personnes minimum) et de la mise à l'abri des plus précaires reste donc l'urgence.

Notre vision :

une ville rénovée, accessible à tous

La crise de la Covid-19 a amplifié l'urgence sociale et technique de la question des logements. Une vision à la fois opérationnelle à court terme et stratégique est nécessaire, afin de penser et de répondre aux questions de logement, d'urbanisme et de cadre de vie.

Nous voulons à la fois traiter les urgences dont nous héritons (3 000 délogés), rattraper le retard, et prévoir la ville de demain, pour tous.

Nous voulons une ville rénovée et accessible à toutes les classes sociales, permettant de mettre en valeur ses multiples noyaux villageois, et favorisant des parcours résidentiels vertueux. Notre vision est celle de la proximité du cadre de vie, grâce à un **urbanisme raisonné, participatif et durable**.

Pour cela, nous voulons appliquer strictement la loi et utiliser tous les moyens de régulation possibles (permis de louer, lutte contre les marchands de sommeil...).

Agir seulement à l'échelle de la Ville ne peut suffire, il faudra mettre en place des collaborations avec la Métropole et l'État.

Propositions

- ▶ Mettre en œuvre le plus vite possible les dispositifs permettant d'augmenter les capacités d'accueil hors hôtel, pour des périodes de courte à moyenne durée (réquisition, aménagement des locaux communaux, création de zones d'accueil d'hébergement via des dispositifs "mobil home résidentiel"...).
- ▶ Lancer le recensement des Airbnb afin de mettre en place des dispositifs de contrôle de leur développement.
- ▶ Contacter les services de l'État concernés par la lutte contre les marchands de sommeil pour les détecter et mieux lutter.
- ▶ Relancer le partenariat avec la Métropole et l'État dans le cadre du traitement de copropriétés en difficulté.
- ▶ Créer un Organisme Foncier Solidaire permettant le développement de l'Accession Sociale à la Propriété, tout en maîtrisant les prix de revente.

Solidarités

Diagnostic :

de nombreuses crises mais un tissu associatif et une mobilisation citoyenne forte

La crise sanitaire que nous vivons à Marseille s'est transformée en véritable crise sociale, révélant les inégalités, la grande fragilité d'une partie importante de la population livrée à la faim. Elle a également mis au jour les manquements terribles de la municipalité actuelle, l'urgence sociale, et renforcé le sentiment, justifié, de délaissement.

Mais elle a aussi souligné la capacité exceptionnelle de mobilisation des associations qui ont fait face aux urgences, malgré l'absence de soutien de la Ville, ainsi que la mobilisation très forte des citoyens, qui ont apporté un soutien bénévole et des dons conséquents.

La crise sanitaire a révélé la difficulté pour les associations d'aide humanitaire, les centres sociaux et les autres acteurs de se coordonner. Les distributions alimentaires ou de produits de première nécessité ont reposé sur la mobilisation d'associations qui doivent être dotées de plus de moyens et d'un service municipal qui coordonne ces actions sur le territoire, en les mettant en lien avec les associations qui luttent contre les violences intrafamiliales. Les victimes de violence, les personnes qui ont besoin d'aide alimentaire ou de soins doivent pouvoir trouver de l'aide à proximité.

Notre vision :

lutter contre les fragilités révélées par la crise

La crise sanitaire a mis en exergue des fragilités du tissu social et associatif, la nouvelle municipalité devra y remédier afin d'éviter que ces situations se reproduisent.

- Trop de logements sociaux trop petits et insalubres : la taille des logements attribués doit faire l'objet de l'attention des offices HLM lors de l'at-

tribution, mais de façon plus générale un parc de logements plus grands est nécessaire.

- Difficultés pour les jeunes Marseillais à suivre une scolarité à distance, soulignant la rupture numérique.
- La fermeture des frontières a entraîné l'interdiction du sauvetage en mer, mais n'a pas fait cesser les naufrages.
- Près de la moitié des morts de la Covid-19 étaient résidents des Ehpad, qui se sont retrouvés privés du lien avec leur famille, leur conjoint, les intervenants et face à une surmortalité.
- Le ministère de la Justice a, lors du confinement, libéré un certain nombre de détenus. La population carcérale a donc diminué, mais ceux qui sont restés aux Baumettes ont été privés de parloirs, de permissions, de promenade, de travail, d'activités sportives.

Propositions

- ▶ **Augmenter le nombre des logements d'urgence** : de 300 à 1 000.
- ▶ La crise sanitaire a montré que cette offre devait être renforcée, pour loger les victimes de violences intrafamiliales, les jeunes LGBTI+ en rupture avec leur famille, les SDF, les réfugiés, etc. Il s'agit également de répondre dans l'urgence aux demandes de placements d'enfants maltraités, avec prise en charge par la justice.
- ▶ **Augmenter le nombre et la taille des logements sociaux.**
- ▶ **Coordonner les actions des associations et augmenter les subventions.**
- ▶ Tous les enfants marseillais doivent bénéficier d'un accès à Internet et à un ordinateur.
- ▶ **Réaffirmer le devoir de sauvetage en mer** et faire de Marseille un port d'accueil des réfugiés, qui meurent par centaines aux portes de l'Europe aujourd'hui.
- ▶ Agir pour **rétablir le lien entre les survivants de la Covid en Ehpad** et leurs proches, afin de permettre à nos aînés de sortir de l'isolement et de l'hébétéude provoqués par le confinement et la surmortalité en Ehpad :
 - ▶ solliciter le département pour mettre en place des activités culturelles et de loisir, à partager avec les proches ;
 - ▶ proposer de cofinancer ces activités.

- ▶ Entreprendre **une campagne de sensibilisation contre les actes homophobes et transphobes**, aider les associations, trouver **des solutions d'hébergement d'urgence décentes**. Pendant la période de confinement, les actes et propos transphobes et homophobes ont nettement augmenté.
- ▶ Proposer aux autorités judiciaires **des activités culturelles aux Baumettes**, reconnues comme facilitant la réinsertion.

Tourisme

Diagnostic :

un tourisme trop polluant

Il est nécessaire de repenser le tourisme, de façon générale, mais encore plus suite à la crise sanitaire. Le rayonnement international doit rester une priorité absolue, mais ne peut plus se faire aux dépens des habitants.

Actuellement, il y a 2 millions de croisiéristes par an à Marseille ; avec la pollution émise par les bateaux de croisière, c'est trop. Il y a également fort à parier que les croisiéristes seront bien moins nombreux cet été, suite à la crise sanitaire mondiale, et que les Marseillais resteront plus dans leur cité. Le tourisme doit donc être orienté vers le local. Outre le plan de l'Été Marseillais, quelques pistes doivent être développées.

Notre vision :

pour un tourisme local et durable

Au Printemps Marseillais, nous voulons un tourisme local et durable. Outre les mesures visant à améliorer les facettes écologiques du tourisme, comme détaillé dans la première partie du programme, nous voulons appuyer le tourisme sur le tissu associatif local.

Par exemple, l'offre actuelle de tourisme pédestre est très limitée, alors que la ville dispose de formi-

dables atouts, et aucune liaison avec le bureau des guides n'existe. Le tourisme pédestre, de même que le tourisme à vélo, doit être développé.

Propositions

- ▶ Mobiliser les structures afin de relancer les activités de loisir, en accord avec les mesures sanitaires.
- ▶ Orienter le secteur du tourisme vers des activités et des publics nouveaux, en favorisant le secteur hôtelier en regard de Airbnb.
- ▶ Ouverture d'auberges de jeunesse dans Marseille, qui manquent cruellement aujourd'hui.
- ▶ Exonération des redevances d'AOT pour les terrasses et autres occupations de l'espace public, afin d'aider les commerçants touchés par la crise.

Économie

Diagnostic :

une économie trop dépendante

Les villes françaises ne produisent en moyenne que 3 % de la valeur des biens consommés par leurs habitants. Il existe une très forte dépendance aux informations. Marseille a à la fois de vrais atouts et de véritables faiblesses. S'il existe un tissu industriel très diversifié, des filières locales et un équilibre entre économie résidentielle et productive, le tissu économique est très dépendant des centres de décision situés à l'étranger.

Notre vision :

reterritorialiser et favoriser l'économie sociale et solidaire

Au Printemps Marseillais, nous voulons une plus grande autonomie territoriale face aux fractures sociales, écologiques et sanitaires. Nous voulons

reterritorialiser l'économie et les emplois non délocalisables. Pour cela, il faudra soutenir le développement des productions locales, tout en promouvant des modèles économiques plus petits et circulaires. Nous voulons inciter les entreprises à relocaliser des fonctions qu'elles ont externalisées à l'étranger.

L'économie sociale et solidaire (ESS) que nous visons porte en elle un projet de société. Elle propose une forme de structures insérées dans l'économie réelle, tout en permettant de poursuivre un intérêt collectif dans une gouvernance démocratique. Elle répond à un besoin sociétal et environnemental, son but est autre que le seul partage des bénéfices. Elle est intimement liée à l'économie et au développement des entreprises, associations, coopératives, ce qui, de fait, est une compétence de la Métropole.

Propositions

- ▶ Créer un « **Conseil de Production Locale** » associant acteurs publics et privés de l'économie métropolitaine.
- ▶ **Augmentation importante des transports en commun** à l'échelle de la Ville et de la Métropole, afin de désenclaver.
- ▶ Mettre en place un label pour promouvoir l'économie sociale et solidaire.
- ▶ Développer la R&D sociale, en partenariat avec Aix-Marseille Université.
- ▶ Développer les chantiers d'insertion pour les personnes éloignées de l'emploi, en s'appuyant sur l'agriculture urbaine et les travaux de quartier.
- ▶ Aider les commerces, sous conditions environnementales, en favorisant les circuits courts, la production locale, l'ESS, les boutiques à l'essai, etc.

Été Marseillais

Diagnostic :

un été sous tension

La période de confinement que les Marseillaises et les Marseillais ont subi au printemps 2020 a été synonyme de souffrance pour beaucoup, notamment liée à des conditions de vie parfois très difficiles. La persistance des mesures sanitaires et les pertes économiques qu'un nombre important de foyers ont subies en raison de l'épidémie de Covid-19 vont empêcher beaucoup d'habitants de quitter la ville cet été.

Par ailleurs, beaucoup de secteurs d'activité ont également été durablement touchés. Le tissu associatif a dû se réorganiser dans l'urgence pour répondre à des situations de précarité de plus en plus répandues, sans toujours recevoir un soutien adapté de la part des pouvoirs publics. Les entreprises du secteur du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration ont connu d'importantes pertes économiques et font aujourd'hui face à une reprise bien plus modérée que prévu. Les acteurs du monde culturel et sportif, après avoir connu un arrêt total de leurs activités, doivent aujourd'hui faire face à de nouvelles contraintes sanitaires transformant radicalement leurs habitudes de travail.

L'été 2020 s'annonce particulier à tous ses égards : d'un côté une forte demande d'activités de loisirs liée à une envie de relâchement et à une limitation des départs des habitants de la ville en vacances, de l'autre une offre de loisirs réduite par les impacts économiques du confinement et le maintien de mesures sanitaires contraignantes.

Notre vision :

pour un été synonyme de retrouvailles

Le Printemps Marseillais souhaite faire de l'été de 2020 un beau moment populaire, pour que les habitants puissent se retrouver après un début d'année anxiogène à plus d'un titre. Sans compromettre aucunement la sécurité sanitaire des

habitants, nous proposons d'ouvrir les parcs, jardins, théâtres et autres lieux culturels de la ville afin que chacun puisse, près de chez lui, pratiquer des activités sportives, assister à des événements culturels et se détendre.

L'Été Marseillais serait également une belle occasion de relancer les secteurs qui ont été fortement impactés par l'épidémie, en leur offrant des opportunités pour adapter leurs activités aux contraintes sanitaires.

De nombreuses programmations culturelles prévues au printemps ont dû être annulées, et certaines subventions n'ont pas été employées. Ces moyens pourront être réemployés pour financer les frais occasionnés par l'Été Marseillais. Nous pourrions également compter sur l'aide financière de la Région Sud et de l'État, qui ont tous les deux annoncé des plans d'investissement aux secteurs touristiques et culturels.

Propositions

- ▶ Exploiter au maximum nos parcs et jardins : extension des horaires d'ouverture, programmation d'événements culturels en plein air (représentations théâtrales, performances, projections de films, etc.), mise à disposition d'équipements sportifs et ludiques (jeux de société, filets et raquettes de badminton, tables de ping-pong), ouverture d'espaces de restauration temporaires et d'activités collectives (yoga, sophrologie, chant, etc.).
- ▶ Organiser un accès serein aux points d'eau : prévoir un système clair et compréhensible de rotation des baigneurs sur les plages et dans les piscines municipales, créer de nouvelles surfaces de baignade dans les quartiers qui en sont dépourvus avec la création de bassins de baignade dans des zones sécurisées et non polluées dans le port d'Arenc, aux abords du Mucem et de l'Estaque.
- ▶ Aider les lieux culturels dans la reprise de leurs activités : aide à la conception de représentations respectueuses des consignes de distanciation physique, aides financières pour les petites structures les plus en difficulté.
- ▶ Faire de la ville un espace ouvert aux pratiques ludiques : prêt de vélos et création de parcours cyclables, ouverture étendue pour tous les

boulodromes, gratuité des musées municipaux, concerts dans des lieux extérieurs vastes (théâtre Silvain, plages du Prado, etc.).

Culture

Diagnostic :

un monde culturel en grande difficulté

Le monde culturel a été touché à plus forte raison que tous les autres par les mesures sanitaires décidées pour endiguer la propagation de l'épidémie de Covid-19. Sa situation à Marseille était déjà loin d'être idéale avant cela, nombre de petites structures luttant quotidiennement pour leur survie. L'impact du confinement et d'une reprise qui s'annonce en mi-teinte du fait du maintien de certaines règles de distanciation sociale risque de déstabiliser durablement des structures de proximité déjà fragilisées.

En annonçant qu'elle maintiendrait le "niveau global des subventions", la Mairie de Marseille nous informe déjà qu'elle a pour objectif de couper dans certaines dépenses, alors qu'elle devrait au contraire fournir un effort supplémentaire pour sauvegarder la pérennité du tissu culturel marseillais.

De manière générale, il est désormais temps que la municipalité se dote d'une politique culturelle ambitieuse, fondée en grande partie sur le soutien aux petites structures essentielles pour la vie des quartiers, l'émergence de nouveaux artistes et la diversification des contenus culturels accessibles (petites salles de concert, galeries d'art, cinémas indépendants, etc.).

Notre vision :

soutenir le monde culturel face à la crise

La situation exceptionnelle que nous venons de traverser doit appeler une réponse politique forte afin de limiter au maximum les pertes que l'épi-

démie de Covid-19 a causées au monde culturel. Cela doit passer, a minima, par le maintien de chaque subvention sur la base de celles accordées en 2019, et par une politique de soutien en aidant ces structures à rencontrer leur public différemment en attendant que le contexte sanitaire leur permette de recouvrer leurs conditions normales d'exercice. L'Été Marseillais constituerait déjà une première démarche en ce sens.

Au-delà de décisions qui devront être prises pour faire face à l'urgence que traverse le monde culturel, la Municipalité devra se doter d'ambitions culturelles fortes, fondées sur la volonté d'accompagner et de soutenir les projets culturels locaux, vecteurs de diversité et de dynamisme dans les quartiers.

Propositions

- ▶ Maintenir chacune des subventions versées aux acteurs culturels au niveau de celles décidées en 2019, réaliser un audit des structures municipales ayant réalisé des économies durant la période de confinement pour les réinvestir dans des structures rencontrant des difficultés.
- ▶ Consolider la situation des petites structures par des dispositifs de garanties pour les prêts bancaires et d'aide à l'acquisition du foncier (notamment en faisant jouer le droit de préemption que la municipalité détient).
- ▶ Soutenir proactivement les jeunes créateurs marseillais par le biais de la commande publique, de bourses d'artistes et par des investissements ciblés dans le fonds communal pour l'art contemporain.
- ▶ Obtenir le report de la biennale d'art contemporain qui a été interrompue en raison de l'épidémie de Covid-19.
- ▶ Agir rapidement pour préserver le théâtre du Gymnase, possession de la Ville dont une partie substantielle n'est plus employable en raison d'un arrêté de mise en péril.



POUR MARSEILLE

**PLUS JUSTE
PLUS VERTE
PLUS DÉMOCRATIQUE**

Retrouvez toutes les informations sur le programme sur

printempsmarseillais.fr